VARIA

Droit de la famille

Les droits des époux à la croisée des droits écrit et coutumier congolais

Par

RÉMY KABABALA VUTSOPIRE*

Résumé

Le droit congolais de la famille est réglementé à la fois par le droit écrit et les droits coutumiers propres à chaque communauté. La vie de la famille et les rapports entre époux sont fortement marqués par ce pluralisme juridique. Le statut des hommes et des femmes mariées est fortement tributaire d'un système juridique à plusieurs dimensions. Les conjoints ont-ils des droits égaux dans ces deux systèmes ?

A la faveur des méthodes exégétiques, sociologiques et comparatives qui se sont appuyées sur une recherche documentaire, ce papier a fait le parallélisme entre les deux systèmes juridiques sur le plan de l'accès au mariage, de la gestion des biens du ménage et de la dissolution du mariage.

Comme le droit écrit, le droit coutumier consacre le mari comme chef du ménage. Il est le chef de la communauté familiale. Le droit coutumier consacre cependant des privilèges des hommes et

Abstract

Congolese family law is governed by both written law and customary laws specific to each community. Family life and the relationships between spouses are strongly influenced by this legal pluralism. The legal status of married men and women largely depends on this multidimensional legal system. Do spouses have equal rights under both systems?

Using exegetical, sociological, and comparative methods based on documentary research, this paper draws a parallel between the two legal systems with regard to access to marriage, management of household property, and dissolution of marriage.

Like written law, customary law designates the husband as the head of the household. He is considered the leader of the family community. However, customary law grants certain privileges to men and husbands. These privileges stem from the social role

* Docteur en droit de l'Université de Gand(Belgique), Professeur Associé de l'Institut Supérieur de Commerce de Beni(RDC), Tél. +243971642686; E-mail : remykababal@gmail.com

des époux. Ces privilèges sont la conséquence du rôle social assigné aux hommes. En effet, le droit coutumier consacre une division sexuée des tâches sociales. Aux hommes de diriger la cité, d'arbitrer les conflits (justice), de diriger et gérer la maisonnée. Les épouses sont principalement chargées de l'entretien de la maisonnée et de l'éducation des enfants. Elles ne sont pas admises à participer à l'administration de la justice, elles ne disposent pas du droit foncier coutumier.

Le droit écrit reconnaît aux conjoints un statut relativement équilibré. En effet, bien que le principe de présomption de la gestion maritale soit consacré, le législateur exige que cette gestion soit concertée. De même, aux termes de l'article 445 du code de la famille, la direction du ménage est conjointe. S'agissant de la capacité, tous les deux conjoints ont une capacité juridique limitée. Ils doivent désormais s'accorder pour la validité de tous les actes dans lesquels ils s'engagent à fournir une prestation (art. 448 du code de la famille).

assigned to men. Indeed, customary law establishes a gender-based division of social roles. Men are assigned responsibilities such as leading the community, administering justice, and managing the household. Wives, on the other hand, are primarily responsible for maintaining the household and raising children. They are excluded from participating in the administration of justice and are not granted customary land rights.

Written law grants spouses a status that is relatively balanced in nature. Although it upholds the presumption of marital management, the legislature requires that such management be exercised jointly. Likewise, under Article 445 of the Family Code, the management of the household is joint. As for legal capacity, both spouses have limited legal capacity. They are now required to reach mutual agreement for the validity of all acts involving a commitment to provide a service (Article 448 of the Family Code).

Mots-clés: égalité des époux, gestion du ménage, statut des conjoints, rapports droit-coutumier

INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo est un pays pluraliste, par ses tribus. Ce pluralisme se manifeste aussi par ses langues et ses religions. Il est surtout remarquable dans le domaine du droit, par la coexistence de plusieurs systèmes juridiques¹ qui sont majoritairement des coutumes propres à chaque tribu, à côté du droit écrit d'inspiration européenne.

Dans la pratique, et pour plusieurs raisons, les coutumes dominent tout le droit africain et, aujourd'hui, les communautés locales les pratiquent encore massivement. Contrairement à ce que notait l'anthropologue Evans Pritchard², et à sa suite Morgan³, les coutumes sont véritablement des systèmes juridiques⁴ aux côtés du droit écrit.

La RD Congo compte plus ou moins 450 tribus⁵. A chaque tribu correspond une conception du droit et de la justice sociale. Le droit coutumier est difficilement saisissable du fait notamment de son caractère

¹ M. ALLIOT, « La coutume dans les droits originaires africains » in *Bulletin de liaison de LAJP*, n°7-8, 1985, p 81 ; Cours de grands systèmes de droit contemporain disponible sur : <http://www.cours-de-droit.net/grands-systemes-juridiques-contemporains/grands-systemes-juridiques-contemporains,r1990744.html> consulté le 25/07/2015.

² Cet anthropologue notait vers les années 1940 qu'il n'existait pas de véritable système juridique africain dans son ouvrage : *The Nuer : A description of the modes of livelihood and political institutions of a Nilotic people*. London, OUP, 1940, p. 162. Il affirme: « In a strict sense, Nuer have no law ».

³ S. KOGJO-GRANVAUX : « Discours coloniaux et réception des droits africains : entre négation et (ré)-construction » in *Droit et colonisation*, collection droits, territoires, cultures, éd. Bruylant, Bruxelles, 2005, p. 57.

⁴ A vrai dire, leur point de vue est tributaire de la mentalité qui prévalait vers les années 1940 où les expériences autres que celles du droit étatique étaient considérées comme inférieures et, explicitement pour des droits traditionnels, implicitement pour des « droits vulgaires ou populaires », comme des droits contraires au « bon droit » dont le modèle était, en France notamment, le code Napoléon. Lire à ce sujet : LEROY E., « L'hypothèse du multi juridisme dans un contexte de sortie de modernité », in *Théories et émergence du droit : pluralisme, surdétermination et effectivité*, éd. Thémis, Bruylant, Montréal-Bruxelles, 1998, p. 34.

⁵ Xxx, *Le système éducatif de la RDC, priorités et alternatives*, Banque Mondiale, Département du développement humain, 2005, p 27, disponible sur : http://siteresources.worldbank.org/INTAFRREGTOPEUCATION/Resources/444659-1210786813450/ED_CSR_DRCongo_fr.pdf.

oral et plural⁶. Cette dispersion du droit coutumier est quasiment vivace en R.D.C et partout en Afrique⁷. A côté de ce droit coutumier multiple, il y a un droit écrit qui se veut supérieur, prééminent. Le statut des époux est différemment fixé par ces diverses sources juridiques.

I. Les droits des hommes et des femmes dans un contexte pluraliste.

Le statut des hommes, des femmes et des époux en droit congolais est fixé à la fois, au niveau supranational par les conventions internationales et au niveau national par le droit écrit, la coutume et les pratiques. Il s'agit donc des sources écrites et non écrites du droit.

A. Le droit écrit

Sur le plan du droit écrit, alors que la convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard de la femme et le protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, dit le protocole de Maputo, constituent les normes de base en droit international ; le code de la famille constitue, en droit interne congolais est l'instrument juridique fondamental dans l'analyse du statut et des droits des époux.

La constitution congolaise affirme l'attachement aux libertés fondamentales en ces termes : « *Réaffirmant notre adhésion et notre attachement à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, aux Conventions des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant et sur les Droits de la Femme, particulièrement à l'objectif de la parité de représentation homme-femme au sein des institutions du pays ainsi qu'aux instruments internationaux relatifs à la protection et à la promotion des droits humains* ». ⁸ De même, la

⁶ ABDOURAHAMAN CHAIBOU, La jurisprudence nigérienne en droit de la famille et l'émergence de la notion de « coutume urbaine », in *Journal of legal pluralism*, n°42, 1998, pp.157-170, p.157 disponible sur : www.jlp.bhm.ac.uk/volumes/42/chaibou-art.pdf.

⁷ AMSATOU SOW SIDIBE, *Le pluralisme Juridique en Afrique*, (L'exemple du droit successoral sénégalais), LGDJ, 1981, 383p, p.14.

⁸ Préambule de la Constitution de la République Démocratique du Congo telle que révisée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, § 5.

République Démocratique du Congo a aussi ratifié le protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme adopté le 11 Juillet 2003 à Maputo au Mozambique depuis février 2009.

Les rédacteurs du code de la famille ont consacré les droits des époux dans un contexte culturel particulier. En effet, tout en sauvegardant les liens familiaux et la solidarité clanique, chère aux sociétés traditionnelles congolaises en consacrant notamment la dot comme condition de fond, le code de la famille a voulu tenir compte de l'autonomie personnelle de chaque époux. Dans le même ordre d'idées, l'impact de la conception occidentale du droit est aussi perceptible dans l'élaboration dudit code, notamment dans le primat des droits individuels sur les intérêts et les institutions communautaires⁹, à travers notamment, le droit au divorce, l'institution de biens propres ou à usage personnel¹⁰ dans le ménage, etc.

B. Le droit coutumier et le statut des conjoints

1) La norme de droit coutumier

Le droit coutumier constitue l'autre face du droit congolais. Toutefois cette autre face est loin d'être homogène, il est plural. En effet, il y a autant de droits coutumiers qu'il y a des tribus en RDC ; même si, certaines grandes tendances se dégagent. Il en est ainsi lorsqu'on parle des systèmes de parenté : le système patrilinéaire et le système matrilineaire.

De même, le droit coutumier congolais fonctionne à deux vitesses : d'une part, les campagnes qui demeurent sous l'emprise des traditions et coutumes, et d'autre part, la société urbaine qui développe un droit n'ayant de commune mesure ni avec le code de la famille ni avec les coutumes ancestrales¹¹. Nous avons ici affaire à une hétérogénéité de la coutume, regardée du point de vue géographique. Le degré de la civilisation de la communauté dans laquelle le droit coutumier est appliqué (village ou milieu

⁹ MUDERHWA LUKANA, *Code de la famille zairois et les lois et coutumes traditionnelles des Bashi face à la modernité : approche sociologique*, UCL, Département des sciences politiques et sociales, (inédit), Louvain-la-Neuve, 1993, p. 58.

¹⁰ Art 490 al 3 du code de la famille

¹¹ G. BERNARD, « Conjugalité et rôle de la femme à Kinshasa », in *Revue Canadienne des Etudes Africaines*, Vol.6, N° 2, Special Issue : The role of african women : past, present and future(1972), pp. 261-274, p. 261.

urbain) est bel et bien déterminant. C'est ici qu'on évoque la notion de la *coutume évoluée*.

L'attachement au droit coutumier n'est plus à démontrer. En fait, le droit coutumier bénéficie de l'adhésion populaire pour plusieurs raisons. Premièrement, il est majoritairement issu de la pratique et des usages auxquels les membres de la communauté se sont fortement familiarisés durant un temps plus ou moins long. C'est un droit qui provient de la cristallisation d'une pratique et, à quelques cas près, des décisions d'une autorité coutumière¹². Etant donné qu'il n'existe pas d'organe chargé systématiquement d'édicter les normes de droit coutumier, les membres de la communauté ont le sentiment de se reconnaître dans cette norme qui ne leur est imposée de nulle part. C'est un droit que le peuple se donne à lui-même. La croyance en la norme coutumière est d'autant plus forte qu'on croit qu'elle vient de la pratique dictée par les ancêtres, figures médiatrices d'une force divine et source de toute obligation religieuse, éthique ou encore juridique¹³.

L'attachement au droit coutumier est encore plus fort d'autant qu'il permet de rendre une justice de proximité. La proximité dont il s'agit ici ne résulte pas seulement de la distance qui existe entre les justiciables et l'administration judiciaire, elle résulte aussi de sa disponibilité¹⁴, c'est-à-dire que le contenu de la coutume est disponible. Les citoyens maîtrisent le contenu de la règle coutumière. On n'a pas besoin non plus d'avoir un journal officiel pour justifier du texte original. En effet, en plus des instances coutumières (non officielles, non publiques¹⁵) qui couvrent la majeure partie du pays, les aînés de chaque lignée sont investis par la coutume du pouvoir de dire le droit conformément aux normes usuelles de la région, du village. On n'a pas besoin d'amener un magistrat de la capitale.

¹² A. SOHIER, *Le mariage en droit coutumier congolais*, Institut, royal colonial belge, Bruxelles, 1943, p. 38.

¹³ X. DIJON, « Les masques du droit en Afrique. Une lecture européenne des sources de la norme », in *Revue de droit international et droit comparé*, n°9 2009, pp. 568-601, p. 573;

¹⁴ E. BOSHAB, *Pouvoir et droit coutumier à l'épreuve du temps*, Louvain-la-Neuve, Académia- Bruylant, 2007, p. 130.

¹⁵ Ces instances sont désignées par différentes appellations : kyaghanda, veranda, barza, ...

L'allégeance à la coutume est justifiée aussi par le fait qu'on reconnaît au système du droit coutumier une justice conciliatrice et dénuée de tout formalisme qui rend la justice classique longue et onéreuse. De même, alors que la justice de droit écrit est essentiellement sanctionnatrice, la justice du droit coutumier vise plutôt la réparation¹⁶ du lien communautaire brisé par la commission du délit, au lieu d'infliger des lourdes peines dissuasives au membre fautif. On peut ainsi constater le paiement des amendes par les deux parties au procès ou encore la consommation par le condamné et l'accusateur des biens payés par le condamné à titre d'indemnité pour formaliser le pardon mutuel entre parties autrefois en conflit.

L'on reproche cependant au droit coutumier les différentes inégalités qu'il porte. En effet, le droit coutumier présente dans beaucoup de cas des situations d'injustice et d'inégalité qui se traduisent notamment par la discrimination de certaines catégories sociales, notamment les femmes et les jeunes.

Les jeunes qui se voient réduits à des fonctions sociales secondaires dans les constructions sociales savamment entretenues par les hommes et les adultes.

Le droit coutumier est en fait dominé par le caractère patriarcal de la société et la reconnaissance subséquente d'une place particulière au profit des hommes ayant atteint un certain âge ; situation qui aboutit à permettre un contrôle total de ces derniers sur la vie et la propriété des femmes et des individus plus jeunes. On peut noter qu'en général, les femmes n'accèdent pas à la succession, ne participent pas à l'administration de la justice, n'accèdent pas au trône, ...

Il faut signaler que cette discrimination à l'égard des femmes et des jeunes va jusqu'à la participation à la vie de la communauté où ils doivent se contenter des rôles mineurs. Il y a une division sexuée des rôles et tâches sociaux.

¹⁶ E. RUDE-ANTOINE, et G. CHRETIEN-VERNICOS, *Anthropologie et Droits. Etats des savoirs et orientations contemporaines*, coll. Esprit des lois, Dalloz, Paris, 2009, 370, p. 37.

2) *L'accès au mariage en droit coutumier*

Le contrat de mariage en droit coutumier est principalement formé entre les deux familles, même si les futurs conjoints ne sont pas individuellement ignorés¹⁷. D'ailleurs Dorsinfang-Smets écrivait à ce sujet : « En Afrique centrale, comme dans la plupart des sociétés primitives, le mariage est à tel point considéré comme l'union de deux familles plus que de deux individus que leur lien n'est pas rompu par la dissolution du mariage en cas de décès des conjoints¹⁸. ». Le caractère collectif du mariage coutumier justifie en suffisance l'institution du sororat et du lévirat en Afrique e en RDC, même si aujourd'hui ces institutions sont contraires à la loi.

La question de la capacité au mariage en droit coutumier semble être une question de fait. Subséquemment à l'âge de la majorité, la maturité physique du corps de la future épouse et les potentialités du futur époux à prendre soin de la famille sont prises en compte pour apprécier la capacité des époux.

S'agissant du consentement, à celui personnel des futurs époux s'ajoute celui des parents respectifs de chacun des fiancés. Il arrivait même que seul le consentement des parents soit requis. Les pourparlers en vue d'un futur mariage pouvaient donc avoir lieu entre les parents de deux époux, sans que ces derniers ne soient nécessairement associés.

La dot constitue la super condition de fond du mariage, mais elle ne se confond pas au mariage coutumier lui-même. En effet, le mariage coutumier ne se réalise qu'après le versement de la dot, à la suite des formalités d'installation effective du couple mariée dans la maison conjugale¹⁹.

¹⁷ G. BERNARD, « Conjugalité et rôle de la femme à Kinshasa », in *revue canadienne des études africaines*, vol 6, pp 261-274, p 264.

¹⁸ A. DORSINFANG-SMETS : « Le statut de la femme dans les sociétés primitives ; spécialement en Afrique centrale », in *La femme*, éd. Librairie encyclopédique, Bruxelles, 1959, pp 23- 45, p 29.

¹⁹ Lire à ce propos Bitota Mwamba qui, citant Mpoyo Epenge écrit : le mariage est une institution qui, à la demande propre des jeunes gens de sexes différents, futurs époux, ou à la demande d'un membre d'un autre clan non apparenté, réunit solennellement et publiquement les membres du clan des futurs époux, en présence ou non de ces derniers, en vue de proclamer, après acceptation de la dot, l'union conjugale des jeunes gens et de leurs clans en leur souhaitant bonheur et protection (BITOTA MWAMBA, *Recherches sur le statut juridique des femmes en Afrique*, T 1 et 2, Thèse de doctorat en Droit, Toulouse, Octobre 2003, p 3).

Sur le plan de la forme, le mariage coutumier est célébré soit de la famille de l'homme soit dans la famille de la femme selon qu'on pratiquera la matrilocalité ou la patrilocalité²⁰.

Le droit coutumier ne condamne pas la polygamie. Un époux peut convenir un autre mariage sans avoir dissous le premier. Il est ainsi même dans les grandes villes de la RDC. C'est une pratique sociale ayant donné naissance à un type d'union matrimoniale appelée «bureaugamie». Pourtant, le *Code de la famille* dispose ceci en son article 354 : «Nul ne peut contracter un nouveau mariage avant la dissolution du précédent.» Sinon, la personne fautive tomberait sous le coup de l'infraction de bigamie²¹.

3) *La gestion du ménage en droit coutumier*

Avant même de parler de la gestion des biens du ménage, il convient de signaler que la propriété des biens conjugaux dépend en général du système matriarcal. Dans le système matriarcal les biens appartiennent à la lignée maternelle alors que c'est le contraire dans le patriarcat.

Dans les sociétés traditionnelles, les biens du ménage sont, en général, constitués des terres de culture, des bêtes à élevage domestique et des biens à usage domestiques tels que les ustensiles de cuisines, les manchettes, hues ; et quelques biens de valeurs tels que les vélos, motos, etc. Le travail salarié est souvent rare. Il convient tout de même de préciser que les terres occupées et cultivées par le nouveau couple appartiennent à toute la communauté familiale²² car, la propriété individuelle sur les terres coutumières n'existe pas.

Le mariage en droit coutumier est dépourvu du régime matrimonial. A l'exception des biens à usage personnel, la gestion des biens du ménage appartient au mari qui, d'ailleurs, est pressenti comme le propriétaire de tous ces biens ; si bien que gestion et propriété riment. Au-delà du gouvernement de la personne de sa femme, le mari contrôle les intérêts matériels de celle-

²⁰ Notion d'anthropologie sociale qui renseigne que dans certaines sociétés traditionnelles, un couple nouvellement marié s'installe dans le village proche ou à proximité des parents de l'époux ou de la conjointe. Dans ce dernier cas, la belle-famille prend le temps d'en juger de la capacité du marié à prendre soin de sa femme.

²¹ V. KANGULUMBA MBAMBI, « Les droits originellement africains dans les récents mouvements de codification : le cas des pays d'Afrique francophone subsaharienne », in *Les Cahiers de droit*, vol. 46, n° 1-2, 2005, p. 315-338, p 328

²² R MULENDEVU MUKOKOBYA, *Pluralisme juridique et règlement des conflits fonciers en RDC*, L'Harmattan Paris, 2013, p 105 et 136

ci. Cela perceptible dans la gestion de la récolte et du revenu de la femme. Il appartient en effet au mari de prendre la décision qui s'impose pour l'harmonie au foyer. La plupart des cas, les biens donnés à la femme par sa famille ou par un tiers sont directement consommés pour inhiber toute rivalité économique et de pouvoir²³.

4) *La dissolution du mariage en droit coutumier*

En droit écrit, le mariage se dissout par le divorce, le décès de l'un des conjoints ou par le convole en cas d'absence ou de disparition²⁴. En droit coutumier, les deux premières causes peuvent être retenues, pourvu que remboursement de la dot s'en suive. Néanmoins, en cas de décès, la sœur ou le frère cadet du de cujus intègre le mariage respectivement par le sororat ou le lévirat²⁵.

Kakule Tatsopa les causes suivantes peuvent être à l'origine du divorce²⁶ :

- le refus habituel de consommer le mariage,
- le fait volontaire de l'avortement
- le colportage
- l'infidélité
- une légendaire paresse
- la sorcellerie
- le fait de donner successivement des mort-nés
- la stérilité de la femme.

En cas de divorce la dot est remboursée, sauf, lorsque la femme a eu des enfants, la question du remboursement de la dot est discutée. La garde des enfants ne pose aucun problème en droit coutumier parce que ceux-ci appartiennent au clan de celui qui a versé la dot. Exceptionnellement, la

²³ R. KABABALA VUTSOPIRE, *La condition juridique de la femme, et en particulier de la femme mariée, en droit congolais. Application à la femme nande du Nord-Kivu (RD. Congo)*, Thèse de doctorat, Faculté de Droit, Université de Gand, 2015, p.170.

²⁴ Art 539 du code de la famille

²⁵ R. KABABALA VUTSOPIRE, *op.cit.*, p. 205

²⁶ KAKULE TATSOPA WA MUGHALITSA, *Amakinga w'okoluhikyo*, Goma, 1986, p.132.

femme est autorisée à garder un ou deux enfants lorsque ceux-ci sont encore trop jeunes. Dans ce cas, la femme divorcée garde le droit d'utiliser les champs du clan de son mari pour en tirer les ressources nécessaires à l'entretien et à l'alimentation des enfants.

C) Rapport droit écrit-droit coutumier

Aux termes de l'art 153 (in fine) de la constitution congolaise du 18 février 2006 : « Les cours et tribunaux, civils et militaires, appliquent les traités internationaux dûment ratifiés, les lois, les actes réglementaires pour autant qu'ils soient conformes aux lois, ainsi que la coutume pour autant que celle-ci ne soit pas contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs ». Les termes que le constituant utilise pour marquer le rapport entre ces différentes sources du droit est suffisamment éloquent. Alors que la disposition stipule que les règlements doivent être conformes aux lois pour être applicables, la coutume quant à elle, ne doit pas être contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

La formulation du constituant relève d'une volonté manifeste de distinguer entre les lois et la coutume. En effet, le constituant congolais n'a pas voulu subordonner l'application de la coutume à la conformité avec la loi. Il préfère un autre criterium, celui de la « *non contrariété* », non pas à la loi, mais plutôt à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

L'analyse qui vient d'être faite ci-haut rencontre quelques difficultés, objections lorsque l'on lit les dispositions de l'art 118 de la loi portant organisation, fonctionnement et compétences des juridictions de l'ordre judiciaire, lesquelles dispositions s'énoncent comme suit :

« Si une contestation doit être tranchée suivant la coutume, les cours et tribunaux appliquent celle-ci pour autant qu'elle soit conforme aux lois, à l'ordre public et aux bonnes mœurs. En cas d'absence de coutume ou lorsque celle-ci n'est pas conforme aux lois, à l'ordre public et aux bonnes mœurs, les cours et tribunaux s'inspirent des principes généraux du droit. Lorsque les dispositions légales ou réglementaires ont eu pour effet de substituer d'autres règles à la coutume, les Cours et Tribunaux appliquent ces dispositions ». Cette contradiction apparente trouve solution dans le principe de la hiérarchie des normes.

Tout compte fait, on comprend que même la colonisation n'a jamais eu raison de la conception africaine du droit. Comme le souligne Gonidec : « *il ne faut jamais oublier que les facteurs externes n'ont jamais saisi la totalité des sociétés africaines. L'ancien et le nouveau droit coexistent, en lutte l'un contre l'autre* »²⁷.

Au-delà de tout ce qui vient d'être annoncé plus haut, la reconnaissance des règles de droit coutumier et des institutions coutumières par le législateur lui-même reste un des éléments centraux du pluralisme juridique en République Démocratique du Congo. Et les droits de la femme en général et surtout ceux de la femme mariée dépendent, dans la pratique, de cet état de la législation. Effet, alors que le droit écrit qui a vocation à instaurer l'égalité des sexes n'est pas suffisamment mis en pratique, le droit coutumier qui reconnaît le primat du sexe mâle reste massivement usité, comme dans la logique d'un « droit vivant (celui que la population vit) » versus « droit mort (celui qui est couché dans le code) ».

Dans le souci d'unification et d'harmonisation de la législation, le code de la famille²⁸ réfère utilement à la coutume dans la réglementation du ménage et du statut des époux

C'est dans ce contexte du pluralisme juridique qu'il nous convient d'étudier les questions des droits et du statut des époux.

En somme, en droit coutumier, la femme est exclue de la vie politique du groupe, elle ne peut pas participer à la gestion des conflits, même si elle est la principale concernée. Il est, en outre, impossible pour la femme d'accéder à la propriété foncière même par succession, pourtant seule source sûre de richesse dans les sociétés traditionnelles agricoles. Elle est subordonnée à son père, frère ou mari qui font office de ses représentants légaux par devant toutes les instances. En conséquence de la dot versée, sauf dans les coutumes matrilineaires, les enfants appartiennent à la famille du mari, de laquelle ils tirent toute révérence. Le droit coutumier, de nature communautariste c'est-à-dire qui privilégie les rôles sociaux des membres de la communauté, fixe à la femme un rôle social limité à la sphère familiale et au rôle d'épouse et de mère et rend l'homme juge, chef, devin, propriétaire, ...

²⁷ P.-F. GONIDEC, *Les droits africains. Evolution et sources*, LGDJ, Paris, 1976, p. 18.

²⁸ Loi n° 87-010 du 1^{er} Aout 1987 portant code de la famille, Journal officiel du Zaïre, n° spécial, 1^{er} Aout 1987.

Quelle est alors la condition des conjoints en droit écrit congolais ?

II. Les rapports entre époux en droit écrit congolais

La condition juridique des époux peut s'analyser à partir des rapports personnels entre eux et de leur capacité personnelle à poser des actes valables (A), ainsi qu'à partir du pouvoir de gestion et de direction du ménage (B). La situation des époux peut aussi s'analyser au moment de la dissolution du régime matrimonial, notamment à travers les sûretés familiales (C)

A) La capacité des époux en RDC

1) Principe

L'article 215 du code de la famille a été révisé en 2016 et par conséquent, la femme mariée n'est plus limitée par le mariage. Elle reste capable au même titre que son époux. De même, l'article 448 qui prévoyait une autorisation maritale a été modifié. Dès lors, elle n'est plus soumise à une quelconque autorisation pour poser des actes de gestion juridiquement valables.

L'analyse de l'article 448 pose quelques soucis d'interprétation. L'on peut légitimement questionner la capacité des époux au regard de la formulation de cette disposition. En effet, cet article stipule : « *Les époux doivent s'accorder pour tous les actes juridiques dans lesquels ils s'obligent à une prestation qu'ils doivent effectuer* ».

Nous pouvons reposer la question : Les époux ont-ils pleine capacité à poser des actes juridiques valables ?

Cette disposition intime au conjoint le devoir de requérir l'accord de son partenaire chaque fois qu'il s'engage à une prestation quelconque. On peut en déduire que chaque conjoint a pleine capacité de poser des actes qui ne l'obligent pas à fournir une quelconque prestation. Il en serait ainsi notamment chaque fois qu'il s'oblige à recevoir une donation ou une succession.

Si dans le code de 1987, l'épouse n'avait pas une pleine capacité en vertu de l'article 215, il semble qu'aujourd'hui, sur base de l'article 448, les deux époux soient devenus tous incapables. Aucun de deux ne peut poser des actes juridiques valables sans l'accord de l'autre. Toutefois, il faut distinguer entre accord requis pour la validité des actes et l'accord requis dans le cadre de la gestion des biens du ménage. Le premier accord a trait à la capacité des époux, et le second assure la traçabilité dans le pouvoir de gestion des biens du ménage (ex 499 du code de la famille).

Lorsque qu'il n'obtient pas l'accord de son partenaire, le conjoint peut-il poser des actes sous réserve de la contestation par l'autre devant le Tribunal de Paix sur base de l'article 449 ? cet article dispose en effet : « En cas de désaccord persistant, le conjoint lésé saisit le Tribunal de paix. ». En d'autres termes, un conjoint peut-il légitimement agir sans l'accord de son conjoint, en attendant que celui-ci s'y oppose ? L'absence d'accord préalable est-il suspensif de toute action à mener notamment par le mari dans le cadre des pouvoirs de gestion lui reconnus par la loi ?

Le concept « persistant » mérite d'être interprété à juste titre. L'on constate que le désaccord est persistant après plusieurs tentatives de conciliations. Le requérant aura éventuellement la charge de prouver l'intérêt personnel et le préjudice subi. En l'espèce, si l'acte n'est pas encore posé et que le désaccord a pour but de l'empêcher, l'on risque de se trouver dans le cas de figure du « préjudice éventuel²⁹ ou futur ». Le conjoint qui s'adresse au tribunal doit en outre prouver le caractère persistant du désaccord, en présentant au juge les différents PV de non conciliation. Autrement, le juge en sera pas valablement saisi.

2) *Exceptions et aménagements*

Peut-on envisager des mesures conservatoires en cas de désaccord, lorsque la mesure à prendre s'avère urgente. En effet, lorsque les époux ne s'accordent pas alors que la mesure à prendre s'avère urgente, il est nécessaire d'agir d'abord avec diligence. Il pourrait en être ainsi en cas de voyage pour raison médicale lorsque les époux ne s'accordent pas sur le lieu des soins et prompts soins de l'un des époux.

²⁹ E. MWANZO IDIN'AMINYE, *Que dit le code de la famille de la république Démocratique du Congo ? Commentaire article par article*, L'Harmattan, Paris 2019, p.296.

De même, l'article 151 du code de la famille prévoit des exceptions à l'accord préalable des époux. Cette disposition est énoncée de la manière suivante : « L'accord du conjoint n'est pas nécessaire dans les cas suivants :

1. pour ester en justice contre l'autre ;
2. pour disposer à cause de mort ;
3. si l'un des conjoints est absent pendant douze mois. ».

Pour ester en justice, la femme mariée avait besoin de l'autorisation maritale. Cette autorisation n'était pas nécessaire pour agir contre son mari. Evidemment, la raison était simple, le mari ne donnerait l'autorisation à sa femme qui voudrait actionner contre lui. Notons toutefois que les époux restent tenus à l'accord entre-deux lorsqu'ils veulent agir en justice en commun ou individuellement contre les tiers.

3) Nullité pour absence d'accord

Le mari ou l'épouse qui pose des actes juridiques sans préalablement obtenir l'accord de l'autre pose des actes entachés de nullité relative. Cette nullité peut être évoquée dans le délai de l'article 500 al.1 qui stipule : « *L'accord des deux conjoints est présumé donné si, dans les six mois après que les actes aient été passés, il n'y a pas eu manifestation écrite du désaccord notifié d'un conjoint à la partie tierce contractante.* ».

Notons que l'accord peut être présumée, chaque fois que le conjoint qui a intérêt ne s'y oppose en vertu de la théorie du mandat domestique telle que prévue à l'art. 477 du code de la famille.

Selon l'art 452 cette action en nullité basée sur le défaut d'accord n'appartient qu'à l'autre conjoint ainsi qu'aux héritiers. L'acte posé par un époux est, aux yeux des tiers, supposé avoir l'accord des deux époux. De même, l'un des époux ne peut opposer l'absence d'accord aux tiers, sauf d'avoir un jugement ou la preuve qu'une action en contestation est en cours.

Quel est le sort des actes posés par un conjoint dont le mari ou la femme a quitté le domicile sans donner de ses nouvelles depuis moins de 12 mois ? La dispense d'accord préalable prévue à l'article 451 ne concerne que les

actes posés par le conjoint dont le partenaire est absent depuis plus de 12 mois et dont la procédure d'absence est déjà déclenchée.

B) La direction et la gestion du ménage.

1) La direction du ménage

L'article 445 institue la direction conjointe du ménage. Cette direction n'est plus maritale. Les conjoints doivent désormais « concourir » dans la prise de décisions et dans la fixation des grandes options de la vie du ménage. En d'autres termes, le concours dont parle le législateur dans cette disposition suppose que les grandes options sont définies par les deux époux. Ils doivent « coopérer » dans la fixation de ces options fondamentales. Il en sera ainsi des décisions concernant l'éducation des enfants (religion, école à fréquenter, notamment), de la fixation du lieu de résidence, du mode et standing de vie, etc.

Cette conception mérite d'être combiné avec l'article 444 al.1 qui dispose que le mari est le chef du ménage. Quelle est la portée de cette « chefferie », si la direction du ménage est conjointe ? Autrement dit, peut-on être chef du ménage sans en avoir la direction ? Et donc, comment concilier la direction conjointe du ménage et la qualité de chef du ménage reconnue au mari ?

Après une lecture combinée de deux dispositions, on peut penser légitimement que le législateur a instauré une direction conjointe du ménage avec primauté du mari, parce qu'il en est le chef. Autrement, la qualité de chef de famille ne se dilue pas totalement dans cette direction conjointe. En conséquence, dans certains domaines (matières) la prééminence du mari est encore perceptible. A titre purement exemplatif, l'article 63 de l'ordonnance-loi n°69/009 du 10 /02/1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus tels que modifié à ces jours stipule au paragraphe 2 : « *Les revenus professionnels des époux sont cumulés quel que soit le régime matrimonial adopté. La cotisation est établie au nom du mari.* ». D'ailleurs, l'article 90 de la même ordonnance-loi considère l'épouse comme une personne en charge. Aux termes de cette disposition : » Sont considérés comme étant à la charge du redevable :

a) l'épouse ;

b) les enfants célibataires nés d'un ou de plusieurs mariages ou hors mariage mais reconnus, ainsi que les enfants sous tutelle, dont il prouve l'existence au début de l'année, ...³⁰ ».

Les dispositions des articles 712 et 713 du code de la famille en disent aussi suffisamment sur la prééminence du mari dans la direction du ménage. L'article 712 stipule : « *L'autorité domestique sur les personnes vivant en ménage commun appartient à celui qui en est le chef en vertu de la loi. Cette autorité s'étend sur tous ceux qui font partie du ménage.* » de par cette disposition, le mari a l'autorité sur son épouse ; ce qui est de nature à biaiser la direction conjointe du ménage. En outre, la responsabilité du mari n'est pas seulement symbolique, elle réelle. La loi me en sa charge certaines responsabilités relativement à son statut de chef de famille. Il en est ainsi du contenu de l'article 713 du code de la famille qui stipule que le chef de famille est responsable du dommage causé par les mineurs et interdits ou les personnes atteintes de maladie mentale ou d'aliénation mentale placés sous son autorité, à moins qu'il ne justifie les avoir surveillés de la manière usitée et avec l'attention commandée par les circonstances.

2) *La gestion du ménage*

i. *Nature juridique de la « gestion du ménage »*

La gestion du ménage est une notion bien complexe. Son contenu est fixé par l'alinéa 1 de l'article 490 du code de la famille. Le pouvoir de gérer les biens du ménage va au-delà de la gestion ordinaire. En effet, la disposition de l'alinéa stipule ce qui suit : « *la gestion comprend tous les pouvoirs d'administration, de jouissance et de disposition, sous réserve des exceptions prévues par la loi.* ». Les pouvoirs donnés au mari sont très importants et débordent de leur vase. Le mari a non seulement l'administration et la jouissance des biens du ménage, mais aussi, il peut disposer des biens du ménage. Il s'agit bel et bien d'un pouvoir de gestion assez spécifique. Ainsi donc dans l'intérêt du ménage et sous réserve des règles relatives à la gestion d'affaire ainsi que de quelques exceptions prévues par la loi, il peut disposer d'un bien commun ou propre à l'un des conjoints.

³⁰ Lire art. 1, Décr. 109-2000 du 19 juillet 2000, in xxx, Les codes Larcier, RDC, TV, Bruxelles, 2003 p. 41.

ii. *Le principe de la gestion maritale concertée.*

Ce principe est posé par l'alinéa 2 de l'art. 490 du code de la famille. Il est posé de la manière suivante : « *Quel que soit le régime matrimonial qui régit les conjoints, la gestion des patrimoines commun et propre est présumée confiée au mari, en concertation avec la femme ; sauf pour les choses qui sont réservées à l'usage personnel de chacun, notamment les vêtements, les bijoux et les instruments de travail de moindre valeur* ».

Il pèse sur le mari une présomption de gestion des biens du ménage. Sauf les exceptions prévues par la loi, tous les actes posés dans le cadre de la gestion du ménage sont supposés l'avoir été par lui ou tout au moins avec son assentiment exprès ou tacite (théorie du mandat domestique tacite). Toutefois, la prise des décisions de gestion par le mari ne doit être prise qu'après concertation avec sa femme.

Selon le Professeur Eddy Mwanzo, étant donné que la concertation dont il est question ici n'oblige pas le mari à suivre l'avis de son épouse, étant donné qu'il ne s'agit pas d'un droit de veto reconnu à la femme, il est plus conforme de qualifier cette gestion en une *gestion maritale avec concertation* plutôt que de gestion concertée³¹.

Il faut néanmoins faire le lien entre l'article 490 et 448 du code de la famille. Si l'on admet que l'avis de la femme ne constitue pas un veto contre les décisions de gestion dont le mari a l'initiative, l'on doit également admettre que les décisions qui requièrent une prestation de l'époux gestionnaire requièrent, pour la validité de l'acte, un accord entre époux ; sauf dispense accordée par le tribunal. Le mari peut donc se passer de l'avis de son épouse avant de poser des actes de gestion, mais il aura forcément besoin de son accord pour la validité juridique de l'acte qui matérialise sa décision de gestion.

iii. *Les exceptions à la présomption de gestion maritale.*

La gestion maritale du ménage est présumée être assurée par le mari. Toutefois, ce principe n'est pas absolu³². Il admet quelques exceptions qu'il convient d'analyser.

³¹ E. MWANZO IDIN'AMINYE, *op.cit.*, p. 322

³² BOMPAKA N'KEYI MAKANYI, *Cours de régimes matrimoniaux, successions et libéralités*, Faculté de droit, 2017-2018, Unikin, p 26.

- Les biens à usage personnel.
L'article 490 al.2 donne la première exception à la présomption de gestion maritale. La disposition parle des choses réservées à l'usage personnel de chacun. A titre purement exemplatif, le code cite les bijoux, les vêtements et les instruments de travail de moindre valeur. Il convient de ne pas confondre l'usage à la propriété. En effet, les biens à usage personnel ne sont pas nécessairement des biens propres.
- Les opérations soumises à l'accord des conjoints.
La gestion de certains biens requiert un accord préalable de deux conjoints. La liste limitative des actes visés est prévue à l'art. 499 du code de la famille. Il s'agit des opérations suivantes :
 1. *transférer une concession foncière commune ou propre, ordinaire ou perpétuelle ou la grever d'un droit d'emphytéose, de superficie, d'usufruit, d'usage, d'habitation, d'hypothèque ou d'une servitude ;*
 2. *aliéner, par incorporation, un immeuble commun ou propre ou le grever d'un droit réel d'emphytéose, de superficie, d'usufruit, d'usage, d'habitation, d'hypothèque ou d'une servitude et d'un bail de plus de neuf ans ;*
 3. *aliéner un immeuble commun dont la valeur est supérieure à 650.000 francs congolais ou des titres inscrits de cette valeur au nom du mari et de la femme ;*
 4. *contracter un emprunt de plus de 150.000 francs congolais sur les biens communs ou propres de l'autre époux ;*
 5. *faire une donation de plus de 650.000 francs congolais ou cautionner la dette d'un tiers pour un montant supérieur à 650.000 francs congolais, sur les biens communs ou propres de l'autre époux.*
- La convention sur le régime de gestion des biens propres.

Au-delà des régimes matrimoniaux institués par l'article 487 du code de la famille, l'article 490 al.3 donne aux époux la possibilité de convenir sur un mode de gestion de biens du ménage qui les arrange. Cet alinéa stipule en effet : « *Toutefois, au moment de leur déclaration d'option d'un régime*

matrimonial, les conjoints peuvent convenir que chacun gèrera ses biens propres ».

Cette convention consacre le « régime de gestion des biens propres ». Ce concept est consacré par l'article 495 du code de la famille exprimée en ces termes : « *Sous les mêmes conditions que celles édictées à l'article précédent, les époux peuvent demander de modifier le régime de gestion de leurs biens propres ou communs selon les mêmes modalités que celles précisées à l'article 491 ».*

En de convention sur le *régime de gestion*, l'article 520 permet aux époux de disposer librement des revenus de leurs biens personnels. En effet, cet article stipule : « *Lorsque par la volonté des époux, ou par l'effet de la loi, la gestion des biens propres n'est pas attribuée au mari et est confiée privativement à chacun des époux, ceux-ci administrent leurs biens personnels et en perçoivent les revenus.*

Ils peuvent en disposer librement, sauf ce qui est stipulé à l'article 499 de la présente loi ».

Le régime de gestion est différent du régime matrimonial et peut être modifié indépendamment de lui. En effet, en vertu du régime de gestion, les époux ont le droit de convenir que chacun gèrera ses biens propres, alors que le mari gère aussi, en plus de la gestion de ses biens propres, les biens communs.

C) La dissolution du régime matrimonial et les sûretés familiales.

La gestion des biens du ménage se fait dans le cadre des rapports être époux : il s'agit en effet d'une gestion maritale concertée. La loi érige des sûretés familiales pour protéger les biens du ménage (et de l'autre époux) contre la ruse ou la mauvaise gestion par l'époux gestionnaire. Ces mêmes sûretés ont pour but de protéger les tiers qui contracteraient de bonne foi avec les deux époux ou l'un d'eux. Pour ce faire, quelques sûretés méritent d'être soulevées :

1) *Institution d'une hypothèque légale en charge de l'époux gestionnaire*

Aux termes des alinéas 1 et 2 de l'art.511 du code de la famille : « *En cas de gestion par l'un des conjoints, le patrimoine foncier et immobilier du gestionnaire est grevé d'une hypothèque légale pour sûreté du patrimoine de l'autre.*

Le patrimoine visé est celui qui existe au moment de la dissolution, déduction toutefois des donations qui ont été faites par le gestionnaire à l'autre conjoint. ».

Lorsque le mariage est dissous, la liquidation du régime matrimonial est souvent faite par la réévaluation de l'actif et du passif du patrimoine du ménage. S'il s'avère, à l'issue de la réévaluation que le patrimoine du gestionnaire s'est enrichi au détriment de l'autre conjoint, le patrimoine foncier du gestionnaire va réparer le préjudice subi par l'autre conjoint. Il en sera de même si de sa gestion a résulté un préjudice à l'égard des tiers.

2) *La solidarité pour les dettes du ménage.*

Lorsqu'un époux contracte des dettes, celle-ci grève ses biens propres ainsi qu'une partie des biens communs ; il s'agit ici des dettes propres. Par contre, lorsque les dettes sont contractées par les époux ou l'un d'entre eux pour les besoins du ménage ou en vue de contribuer aux charges du ménage, elles sont dites solidaires. A cet effet, les dispositions de l'article 523 sont explicites : « *Les dettes dont l'un des époux est tenu grevent ses biens propres ainsi que les biens communs. Les dettes contractées par les époux en vue de la contribution aux charges du ménage sont des dettes solidaires qui engagent tant les biens communs que les biens propres de chacun des époux. »*

Le créancier a le choix de poursuivre conjointement les deux conjoints ou l'un quelconque des époux qui présente plus de signes de solvabilité pour la totalité de la somme. Effectivement, l'esprit de la communauté doit également se manifester pour le passif et constitue, par le fait que deux patrimoines y répondent, une garantie sérieuse pour les créanciers des deux époux. On aurait pu cependant, vu la gestion maritale qui constitue le

régime supplétif en matière de gestion, décider que, seul le mari est tenu sur ses propres³³.

L'article 477 pose cependant quelques exceptions à la solidarité des dettes du ménage :

- les dettes contractées par le gestionnaire et qui sont manifestement au-delà du train de vie du ménage
- les dettes contractées avec un tiers de mauvaise foi³⁴.

3) *Enrichissement sans cause du patrimoine de l'un des conjoints*

Au cas où le patrimoine de l'un s'est enrichi au détriment de l'autre, le patrimoine appauvri doit être directement indemnisé par le patrimoine enrichi, soit en nature, soit en équivalent. Cette indemnité est prélevée a priori sur les biens indivis, s'il en existe (art.514 code de la famille). Si l'enrichissement fait au détriment du patrimoine de l'épouse résulte d'une mauvaise administration du mari, une indemnité complémentaire peut être demandée en justice. (Art 510 al.3).

4) *La présomption de communauté à l'égard des tiers*

Lorsque les époux sont mariés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, ils sont appelés à faire un inventaire des biens propres. Néanmoins la loi ne les y oblige pas. Toutefois, aux termes de l'article 519 du code de la famille ; tout bien non inventorié comme bien propre est présumé comme commun, en moins qu'un époux prouve qu'il en a une propriété exclusive. Tout compte fait, la qualité de bien personnel ne peut être opposée aux tiers que dans la mesure où ces derniers devraient raisonnablement connaître ou savent que c'est un bien propre (art. 519 in fine).

³³ BOMPAKA N'KEYI MAKANYI, *op.cit.*, p. 37

³⁴ E. MWANZO, *Cours de droit civil. Personnes, famille et incapacité*, faculté de droit, Université de Kinshasa, 8^{ème} éd. 2016-2017, p 153.

CONCLUSION

La condition des époux est imbriquée entre droit écrit et droit coutumier. Le droit coutumier se caractérise par un droit dont le mari est le porte étendard. En droit coutumier, le rôle du mari est prépondérant et la société lui confie des fonctions capitales dans la société. Le droit coutumier consacre une division des tâches dans la société.

Les droits des épouses se limitent à leurs tâches sociales. Elles sont chargées de l'éducation des enfants. Elles ne sont pas admises à faire la politique, elles ne participent pas à l'administration de la justice. Elles ne peuvent pas conclure un contrat d'amodiation des terres. A la limite, leur capacité juridique est très limitée. Elles sont représentées par leurs frères ou par leur père, en défaut de leur mari.

De son côté, le droit écrit consacre la direction conjointe du ménage, même si le mari est institué chef du ménage sur base de l'article 444 du code de la famille. A ce sujet, l'homme et la femme doivent décider ensemble des grandes options de la vie du ménage.

Le droit écrit instaure aussi une gestion concertée du ménage. Les décisions sur la gestion du ménage sont prises par le mari après concertation avec son épouse ; une façon de demander préalablement l'avis de la femme sur chaque question qui concerne la gestion du ménage.

La gestion concertée et la direction conjointe du ménage essaient de diluer les pouvoirs du mari et rétablissent un rapport plus ou moins équilibré entre l'homme et la femme. En effet, la présomption de gestion de gestion maritale ne doit pas faire du mari un tout puissant. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le législateur établit certains garde-fous en l'encontre du conjoint gestionnaire des biens du ménage. Nous avons appelé ces garde-fous « sûretés familiales ». Ces garanties du code de la famille ont pour but d'amener l'époux gestionnaire à plus de traçabilité de ses actes de gestion ; autrement, il engage sa responsabilité.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLIOT M., « La coutume dans les droits originaires africains » in *Bulletin de liaison de LAJP*, n°7-8, 1985 ;
- AMSATOU SOW SIDIBE, *Le pluralisme Juridique en Afrique, (L'exemple du droit successoral sénégalais)*, LGDJ, 1981 ;
- BOMPAKA N'KEYI MAKANYI, Cours de régimes matrimoniaux, successions et libéralités, Faculté de droit, Unikin, 2017-2018 ;
- BOSHA E., *Pouvoir et droit coutumier à l'épreuve du temps*, Louvain-la-Neuve, Académia- Bruylant, 2007 ;
- DIJON X., « Les masques du droit en Afrique. Une lecture européenne des sources de la norme », in *Revue de droit international et droit comparé*, n°9 2009, pp. 568-601 ;
- GONIDEC P.-F., *Les droits africains. Evolution et sources*, LGDJ, Paris, 1976 ;
- KABABALA VUTSOPIRE R., *La condition juridique de la femme, et en particulier de la femme mariée, en droit congolais. Application à la femme nande du Nord-Kivu(RD. Congo)*, Thèse de doctorat, Faculté de Droit, Université de Gand, 2015 ;
- KOGJO-GRANVAUX S, « Discours coloniaux et réception des droits africains : entre négation et (ré)-construction » in *Droit et colonisation, collection droits, territoires, cultures*, éd. Bruylant, Bruxelles, 2005 ;
- LEROY E, « L'hypothèse du multi juridisme dans un contexte de sortie de modernité », in *Théories et émergence du droit : pluralisme, surdétermination et effectivité*, éd. Thémis, Bruylant, Montréal-Bruxelles, 1998 ;
- MUDERHWA LUKANA, *Code de la famille zaïrois et les lois et coutumes traditionnelles des Bashi face à la modernité : approche sociologique*, UCL, Département des sciences politiques et sociales, (inédit), Louvain-la-Neuve, 1993 ;
- MULENDEVU MUKOKOBYA R, *Pluralisme juridique et règlement des conflits fonciers en RDC*, L'Harmattan Paris, 2013
- MWANZO IDIN'AMINYE E., Cours de droit civil. Personnes, famille et incapacité, faculté de droit, Université de Kinshasa, 8^{ème} éd. 2016-2017 ;
- MWANZO IDIN'AMINYE E., *Que dit le code de la famille de la république Démocratique du Congo ? Commentaire article par article*, L'Harmattan, Paris 2019 ;

- RUDE-ANTOINE E., et CHRETIEN-VERNICOS G., (sous la coordination de), *Anthropologie et Droits. États des savoirs et orientations contemporaines*, coll. Esprit des lois, Dalloz, Paris, 2009 ;
- SOHIER A., *Le mariage en droit coutumier congolais*, Institut, royal colonial belge, Bruxelles, 1943 ;